

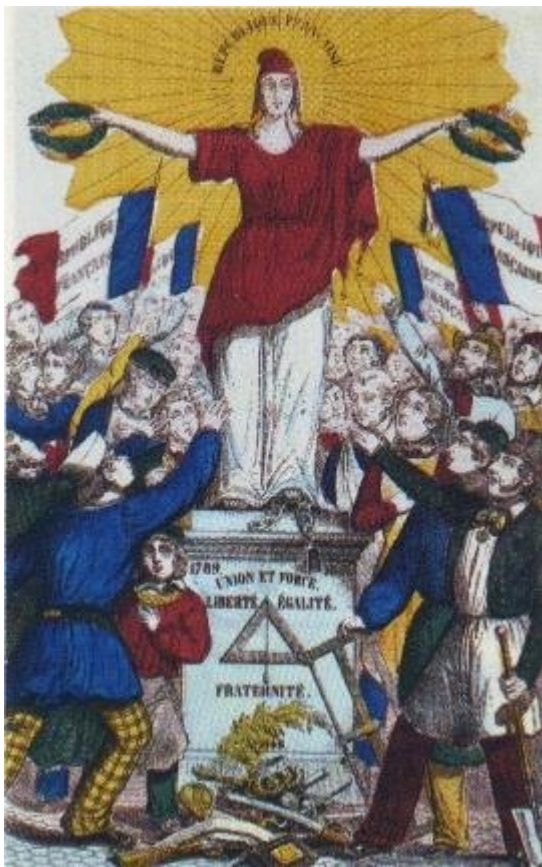
1871 - 1939

Seize élections pour quatorze présidents de la République

par Hubert François
Conférence du mardi 24 janvier 2012

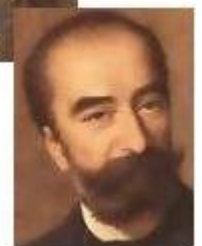
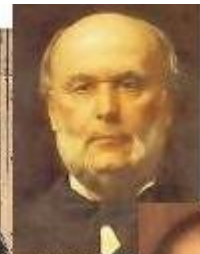
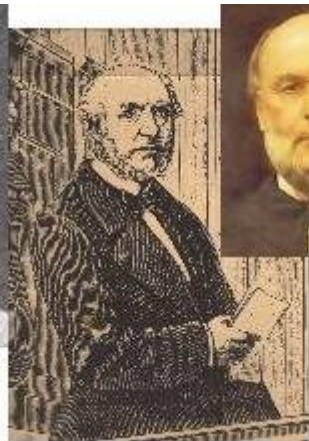
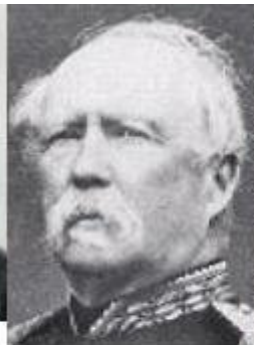
Résumé par le conférencier, mise en page de Christian Lambinet

Société Hyéroise d'Histoire et d'Archéologie

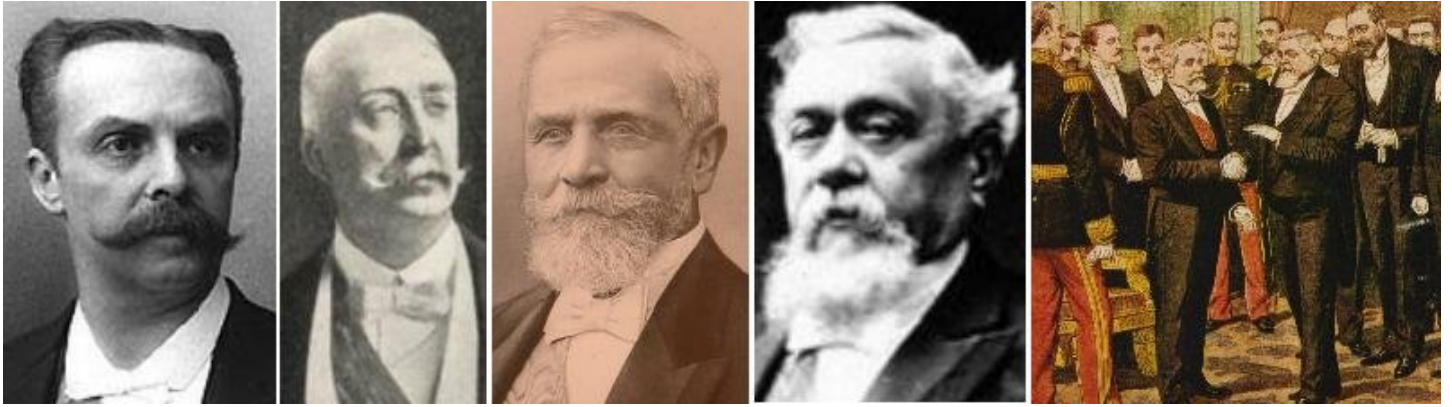


Le retour de la République en 1848
Musée Carnavalet

Depuis 1965, les français élisent le président de la République au suffrage universel mais sous la III^{ème} République, de 1871 à 1939, il n'en fut pas de même. L'expérience malheureuse, quant à ses suites de l'élection en 1848 de Louis-Napoléon Bonaparte, influera pour longtemps, dans l'abandon du suffrage universel. En 1871 et après l'élection d'une assemblée nationale, un nom s'impose pour diriger le gouvernement, celui d'Adolphe THIERS qui devient sans concurrent, le 31 août 1871, le premier président de la III^{ème} République. Démissionnaire en mai 1873, il est remplacé par le maréchal Patrice DE MAC-MAHON, élu par l'assemblée en l'attente d'un roi acceptant le drapeau tricolore. En 1875, la France est enfin dotée de nouvelles lois constitutionnelles et un amendement du député Henri WALLON, voté à une voix de majorité, prévoit l'élection pour sept ans d'un président par la Chambre des députés et le Sénat, réunis en assemblée nationale. Isolé, face à des élus majoritairement hostiles, MAC MAHON démissionne en janvier 1879. Jules GREVY est désigné à sa place et posera à nouveau sa candidature sept ans plus tard. Réélu, il est victime des agissements de son gendre, trafiquant la légion d'honneur et doit démissionner en décembre 1887. Sadi CARNOT lui succède alors, il connaîtra une fin tragique en juin 1894, il fut poignardé par un anarchiste.

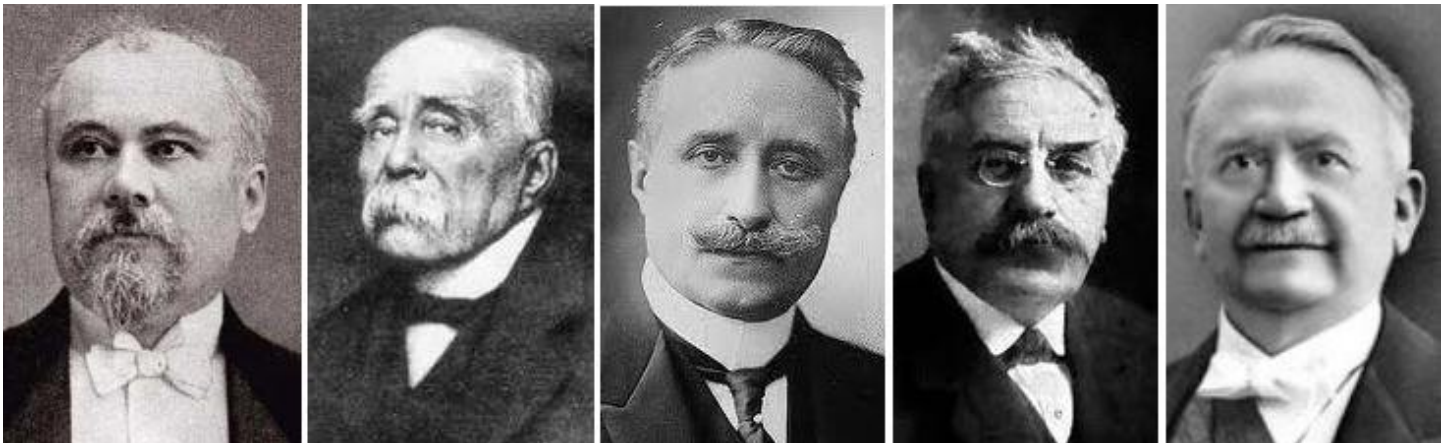


De gauche à droite : Louis-Napoléon Bonaparte, Adolphe Thiers,
le maréchal Patrice de Mac Mahon, Henri Wallon, Jules Grévy et Sadi Carnot.



De gauche à droite : Jean Casimir-Perrier, Félix Faure, Emile Loubet, Armand Fallières
et la transmission des pouvoirs entre Loubet et Fallières

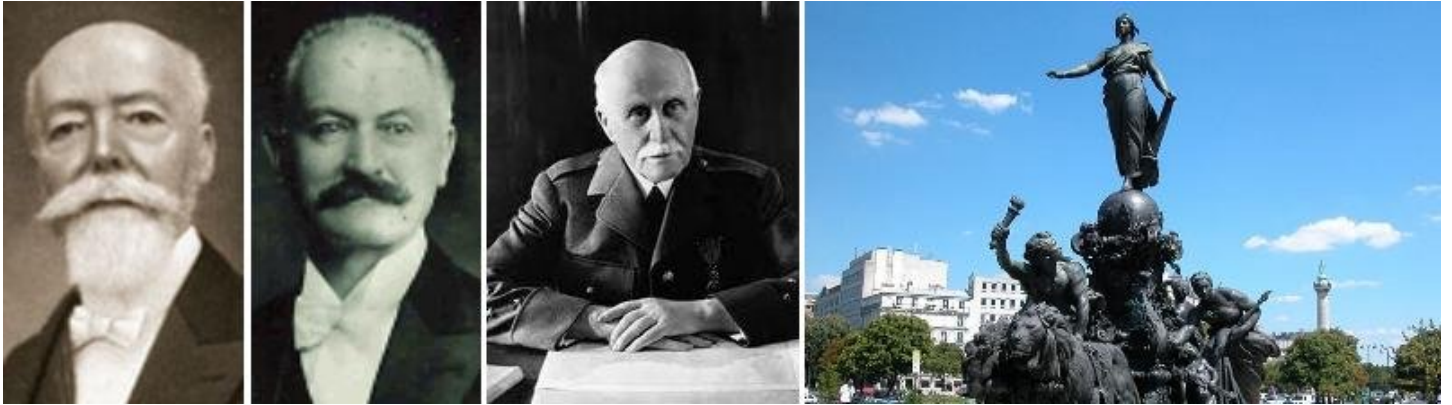
Son successeur, Jean CASIMIR-PERIER n'accepte pas les attaques dont il est l'objet, en raison de son appartenance à la grande bourgeoisie industrielle. Démissionnaire, en janvier 1895, René WALDECK-ROUSSEAU et Félix FAURE briguent sa succession, le second l'emportera. Mais le 16 février 1899, il décède au palais de l'Élysée - résidence officielle des présidents depuis MAC-MAHON - des suites d'une hémorragie cérébrale. Emile LOUBET lui succédant, terminera son septennat mais décidera de se retirer. Il en sera de même pour Armand FALLIERES, élu en janvier 1906.



De gauche à droite : Raymond Poincaré, Georges Clémenceau,
Paul Deschanel, Alexandre Millerand et Gaston Doumergue

Raymond POINCARE, élu en janvier 1913 sera le président de la Grande Guerre, acceptant en octobre 1917, de confier la charge du gouvernement à Georges CLEMENCEAU, pourtant son adversaire politique. Auréolé de la victoire de 1918, CLEMENCEAU apparaît comme le meilleur candidat à la succession de POINCARE début 1920, mais il sera devancé par Paul DESCHANEL lors d'un scrutin préparatoire. Ce dernier, élu avec le meilleur score de toute la IIIème République, 734 voix sur 888, déprimé de manière inattendue et se livrant à des manifestations incompatibles avec sa fonction, démissionne en septembre 1920. Remplacé par Alexandre MILLERAND qui renoncera à l'attitude de réserve de ses prédécesseurs en soutenant, lors d'élections législatives, un camp contre un autre camp, d'où une nouvelle démission le 10 juin 1924, les électeurs le désavouant. Gaston DOUMERGUE mènera à son terme son mandat et se retirera laissant la place à Paul DOUMER, second président assassiné dans l'exercice de ses fonctions le 7 mai 1932. Albert LEBRUN prendra la suite et sera réélu le 5 avril 1939, second président dans le même cas, après GREVY (d'où l'explication se seize élections pour quatorze présidents).

Le 10 juillet 1940, l'assemblée nationale en accordant les pleins pouvoirs au maréchal PETAIN, qui le lendemain, se proclamera chef de l'état, met fin aux fonctions du président de la République, cependant ce dernier ne démissionnera pas.



De gauche à droite : Paul Doumer, Albert Lebrun et le maréchal Philippe Pétain, à droite *Le Triomphe de la République* , ensemble monumental en bronze situé au centre de la place de la Nation à Paris.

En soixante-dix ans de 1871 à 1940, quatorze présidents donneront à la France une stabilité politique inconnue lors des soixante-dix ans précédents (1800-1870) qui ont connu trois rois, deux empereurs, deux Républiques, trois Révolutions, un Coup d'Etat et six Constitutions.

Bibliographie :

Jacques CHASTENET - Les élections présidentielles en France
Miroirs de l'Histoire - NLF - n° 192

Quelques liens pour approfondir vos connaissances :

[Wikipédia - Président de la République française](#)

[Wikipédia - Élections présidentielles sous la Troisième République](#)

[Wikipédia - Élections présidentielles sous la Quatrième République](#)